

Malgré la Crise Vécue, les Ivoiriens Affirment leur Soutien pour la Démocratie

Par Emmanuel Ezzo et Kaphalo Silwé

Décembre 2014

1. Introduction

La Côte d'Ivoire est en train de sortir d'une crise politico-militaire qui a duré près d'une décennie et qui a contribué à accentuer le niveau de pauvreté dans le pays. Aujourd'hui, un Ivoirien sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté (Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages, 2008). Les conditions de vie des populations se sont dégradées, et on a assisté à une prolifération de quartiers précaires. Le taux d'urbanisation qui était de 32% en 1975 est passé à 43% en 1998 et à 50% en 2012 selon l'Institut National de la Statistique (INS). La Division de la Population des Nations Unies estime qu'en 2050, trois Ivoiriens sur quatre pourraient résider en zone urbaine. Cette croissance démographique exceptionnelle appelle de nombreux questionnements sur la croissance économique et sa répartition, l'éducation, et la santé.

L'exercice de la démocratie est généralement pointé du doigt par les Ivoiriens pour expliquer l'ampleur de la crise traversée et la dégradation des conditions de vie des populations. En effet, les élections, qui se présentent pour les populations comme une ultime occasion de choisir le candidat qui proposerait le plus de solutions idoines dans l'optique d'atténuer leurs souffrances, ont aggravé la crise au point de plonger le pays dans une guerre. C'est dans ce contexte post crise électorale que l'enquête nationale Afrobaromètre s'est déroulée. Une partie du questionnaire s'intéressait à la perception que se font les Ivoiriens de la démocratie.

A moins de 12 mois des prochaines élections présidentielles, il serait bon et utile de rappeler au monde politique, aux observateurs, et à la communauté internationale les attentes des Ivoiriens concernant les alternatives non démocratiques, la gestion publique, le rôle des médias, et l'exercice du pouvoir.

2. L'enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 adultes.

En Côte d'Ivoire, la première enquête d'Afrobaromètre, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en Mars

2013. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%.

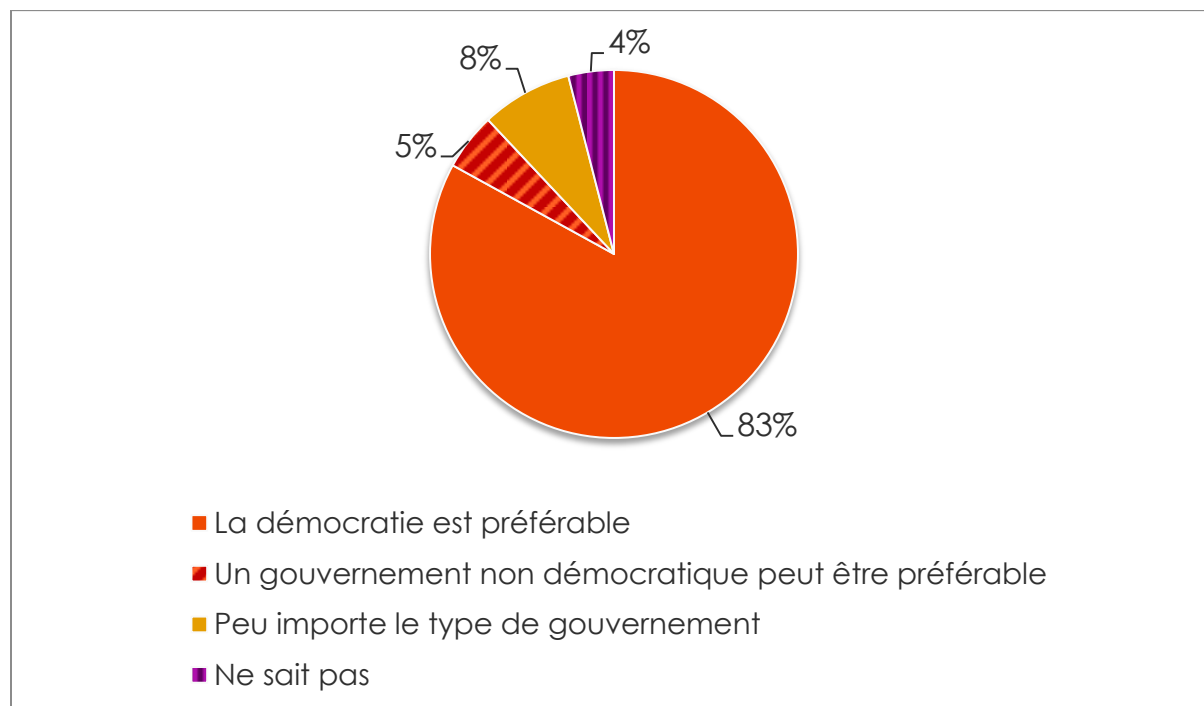
3. Perceptions sur la démocratie

Dans la base d'Afrobaromètre, la perception de la démocratie est appréhendée sous plusieurs aspects. Nous présentons les opinions des Ivoiriens sur le mode de choix des dirigeants, le contrôle du gouvernement, l'importance des partis politiques, le rôle des médias, et la force des lois.

Comment les Ivoiriens perçoivent-ils le choix des dirigeants?

Les Ivoiriens restent attachés au mode démocratique de choix des dirigeants en dépit de la crise électorale vécue: 83% des enquêtés affirment que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (Figure 1), avec seulement 5% qui pensent que dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable et 8% qui n'ont pas de préférence.

Figure 1: Soutien pour la démocratie



La question posée aux répondants: *Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)*

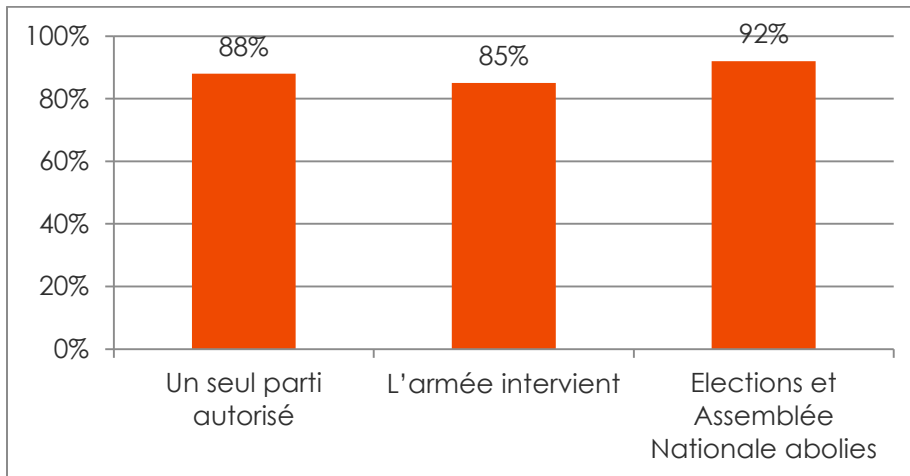
Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

Cette lecture des choses est confortée par le fait que neuf Ivoiriens sur 10 rejettent les alternatives non démocratiques de conquête de pouvoir. En effet, qu'il s'agisse du parti unique, du régime militaire, ou d'un régime présidentiel sans parlement, les Ivoiriens désapprouvent ces façons de diriger un pays (Figure 2).

Figure 2: Rejet des alternatives non démocratiques

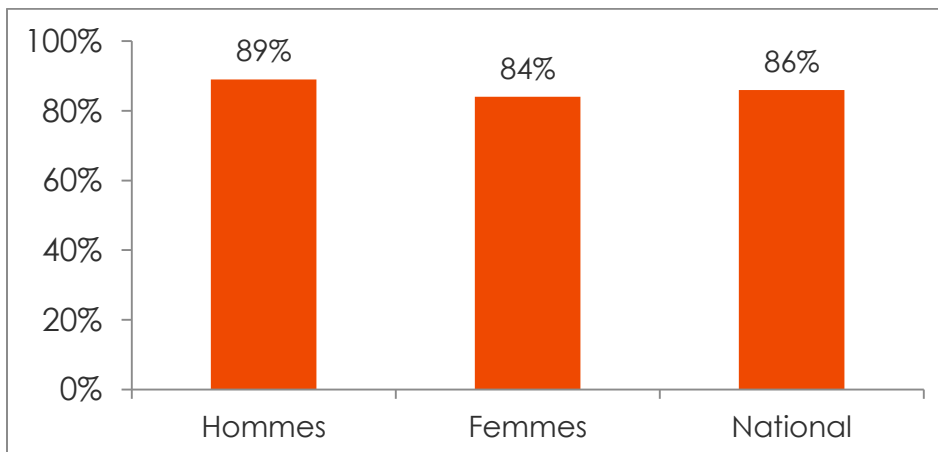


La question posée aux répondants: Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou en accord avec les alternatives suivantes? (% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

- A) Seulement un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.
- B) L'armée intervient pour diriger le pays.
- C) Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse prendre ses décisions unilatéralement.

Analysé selon le milieu de résidence tout comme le sexe, le constat reste le même: Plus de huit dixième des Ivoiriens sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle nous devrions choisir nos dirigeants à travers des élections régulières, libres, et honnêtes. Ils sont relativement faibles ceux qui pensent que puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays (Figure 3). Ce résultat révèle que certes les Ivoiriens ont traversé des moments difficiles à la suite du contentieux électoral mais restent attachés au choix des dirigeants par la voie des urnes.

Figure 3: Soutien pour les élections libres



La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

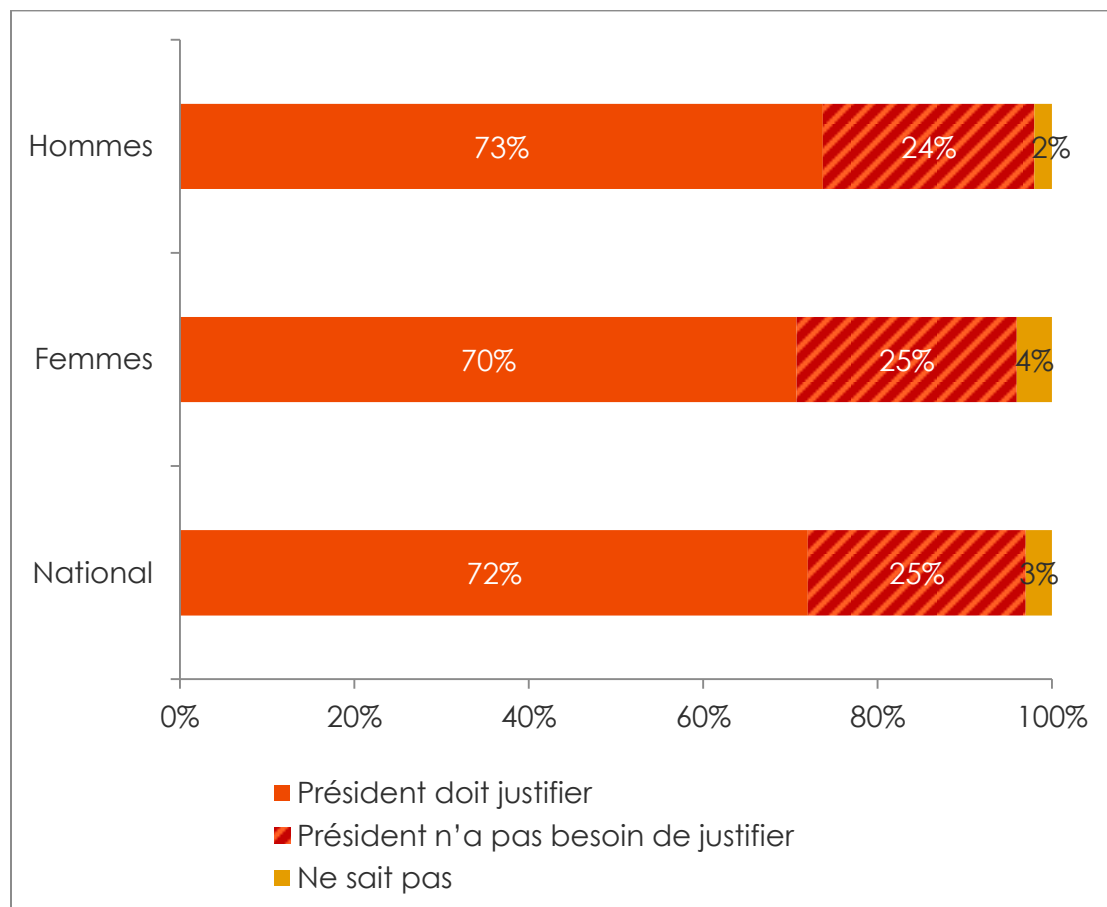
Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et honnêtes.

Affirmation 2: Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

Comment les Ivoiriens perçoivent-ils le contrôle du gouvernement?

Trois quarts des Ivoiriens, hommes comme femmes, estiment que l'Assemblée Nationale doit veiller à ce que le président de la République lui explique régulièrement comment le gouvernement dépense l'argent des contribuables (Figure 4). Cela montre un souci de voir le gouvernement être soumis à un contrôle.

Figure 4: Perceptions sur le contrôle du gouvernement



La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

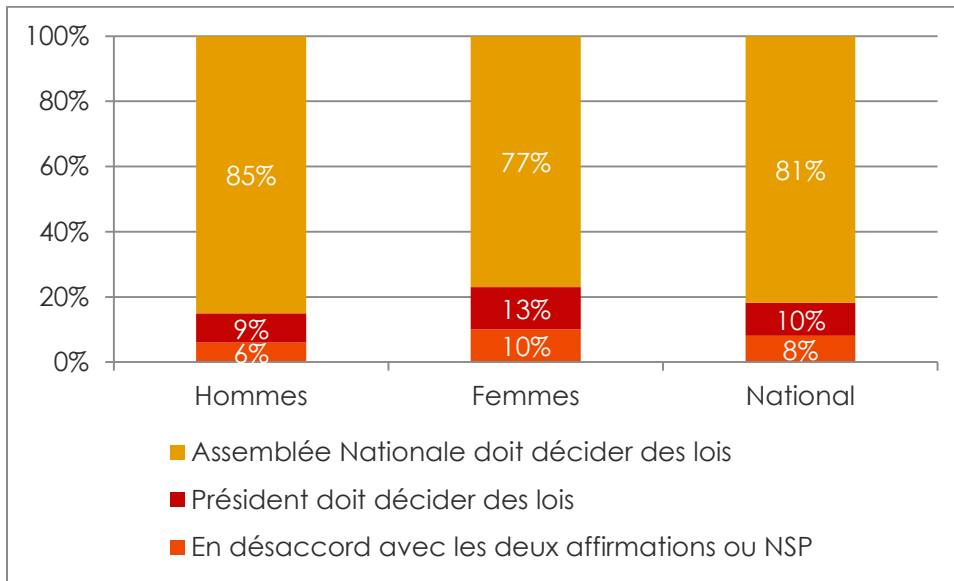
Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Affirmation 1: L'Assemblée Nationale devrait veiller à ce que le président de la République lui explique régulièrement comment le gouvernement dépense l'argent des contribuables.

Affirmation 2: Le président de la République devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.

Cette autonomie de l'Assemblée Nationale est fortement ressentie quand on s'intéresse aux votes des lois. Pour 82% des enquêtés, les députés doivent voter des lois pour le pays même si le président de la République n'est pas d'accord pourvu que ce soit dans l'intérêt du peuple. Moins de 15% des Ivoiriens pensent que le président devrait établir des lois sans se soucier de l'opinion de l'Assemblée Nationale (Figure 5).

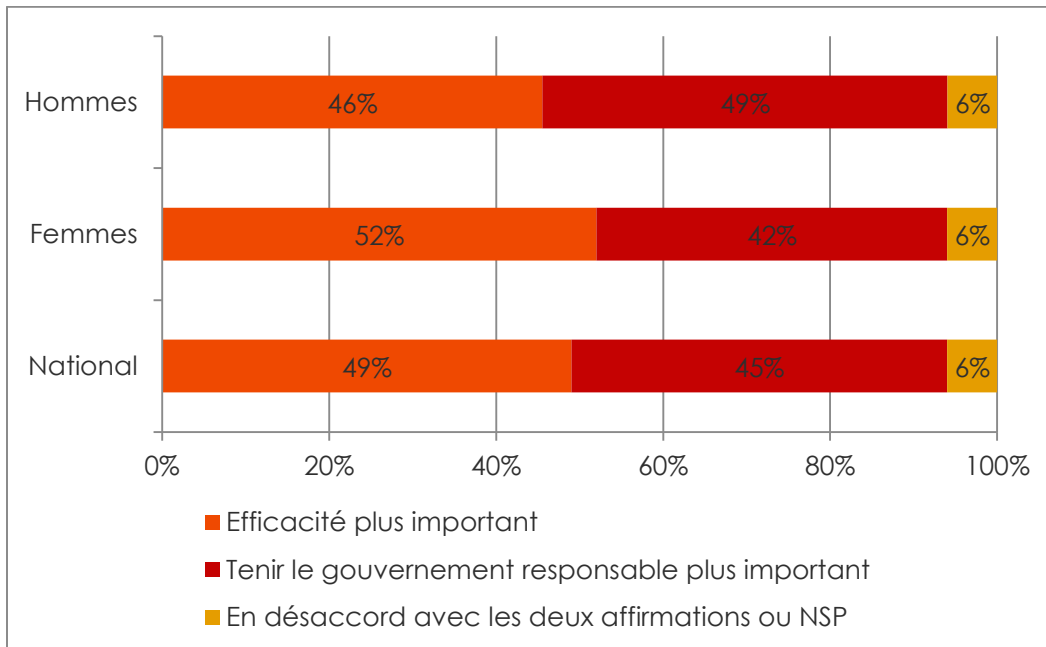
Figure 5: Perceptions sur le vote des lois



La question posée aux répondants: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)*
Affirmation 1: Les députés de l'Assemblée Nationale représentent le peuple; ils devraient donc décider des lois pour ce pays même si le président de la République n'est pas d'accord.
Affirmation 2: Puisque le président de la République nous représente tous, il devrait établir des lois sans se soucier de l'opinion de l'Assemblée Nationale.

On voit donc l'intérêt que les Ivoiriens attachent au pouvoir législatif, et mieux, à un contre-pouvoir capable de demander des comptes. Mais quand il s'agit de regarder l'efficacité et le contrôle du gouvernement, les avis sont mitigés. Pour la moitié des personnes interrogées (49%), il est plus important d'avoir un gouvernement qui est efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ce que fait le gouvernement, et pour l'autre côté (45%), il est plus important pour les citoyens de pouvoir tenir le gouvernement pour responsable, même si cela implique une prise de décision plus lente (Figure 6).

Figure 6: Efficacité et contrôle du gouvernement



La question posée aux répondants: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

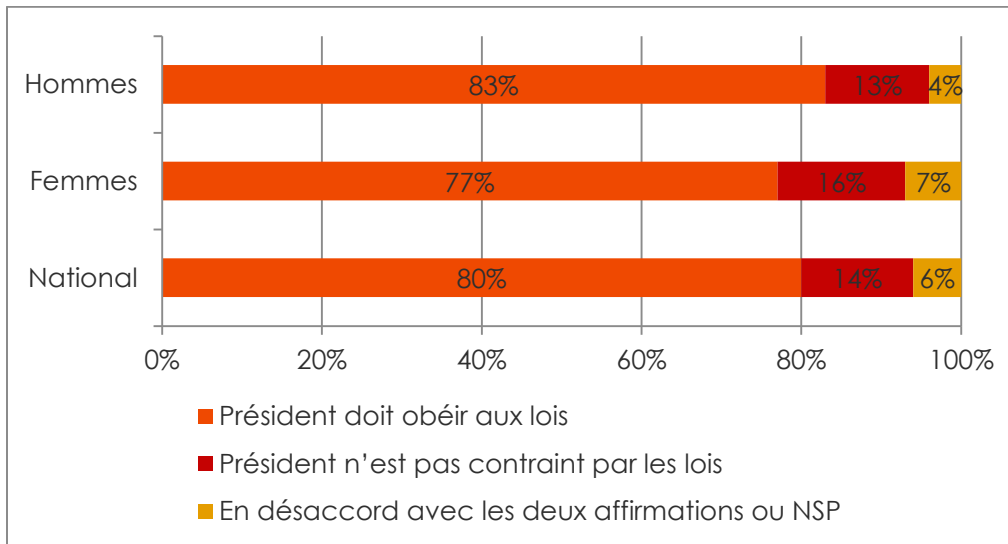
Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement qui est efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ce que fait le gouvernement.

Affirmation 2: Il est plus important pour les citoyens de pouvoir tenir le gouvernement pour responsable, même si cela implique une prise de décision plus lente.

Ces concepts de contre-pouvoirs et de limitation de pouvoir se montrent aussi dans le respect des Ivoiriens pour le pouvoir judiciaire. Huit sur 10 sont pour le fait que le président de la République obéisse aux lois et aux décisions de justice, même s'il pense qu'elles sont erronées (Figure 7).

Quel que soit le milieu de résidence considéré ainsi que le sexe, la tendance reste la même. Moins de 15% des interviewés affirment que le président ne devrait pas être contraint par des lois ou des décisions de la justice qu'il estime erronées. On voit bien l'importance des contre-pouvoirs dans la perception des Ivoiriens.

Figure 7: Perceptions de la responsabilité du gouvernement face à la justice



La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

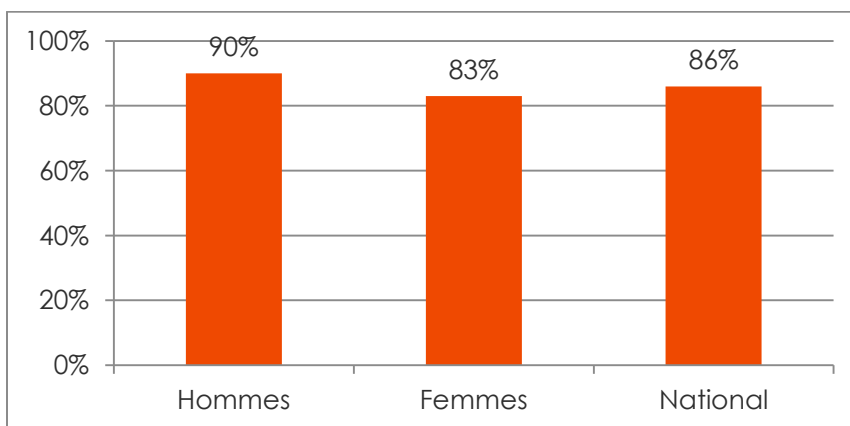
Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Affirmation 1: Puisque le président de la République a été élu pour diriger le pays, il ne devrait pas être contraint par des lois ou des décisions de la justice qu'il estime erronées.

Affirmation 2: Le président de la République doit toujours obéir aux lois et aux décisions de justice, même s'il pense qu'elles sont erronées.

Par ailleurs, les Ivoiriens se sont prononcés sur la multiplicité des mandats. Pour 86% d'entre eux, la Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction du président de la République à deux mandats (Figure 8).

Figure 8: Soutien pour la limitation du mandat présidentiel



La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

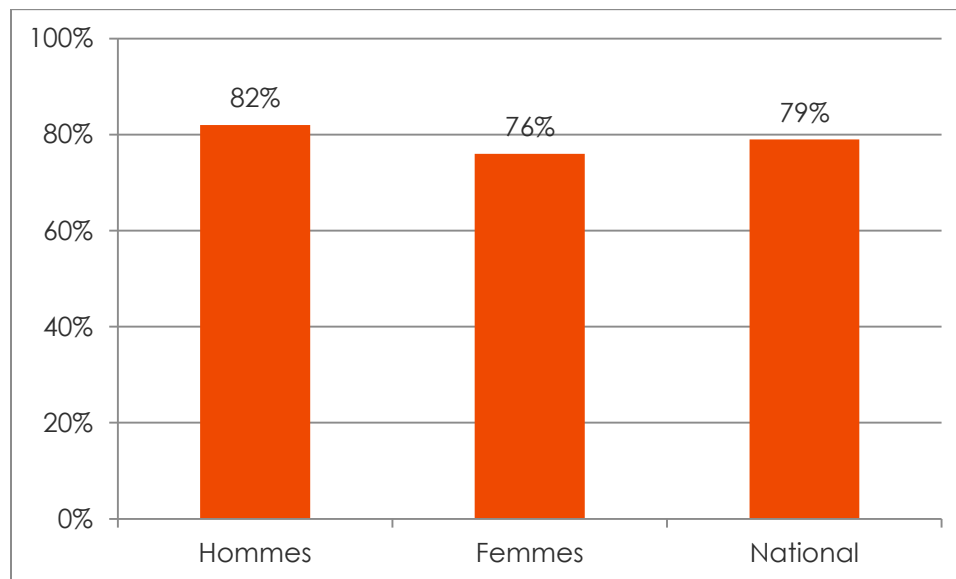
Affirmation 1: La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction du président de la République à deux mandats.

Affirmation 2: Il ne devrait pas avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats du président de la République.

Comment les Ivoiriens perçoivent-ils l'intérêt des partis politiques et des médias?

La Côte d'Ivoire compte plus d'une centaine de partis politiques, et leur modes d'action amène quelques fois à se demander si cette forme de pluralisme permet de faire avancer la démocratie. Selon les résultats de l'enquête Afrobaromètre, les Ivoiriens ne sont pas nombreux (moins de 19%) à penser que du fait que les partis politiques créent la division et la confusion, il n'est pas nécessaire d'en avoir plusieurs en Côte d'Ivoire. Bien au contraire, huit sur 10 estiment que plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Ivoiriens aient réellement le choix de leurs gouvernants (Figure 9).

Figure 9: Soutien pour le multipartisme



La question posée aux répondants: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

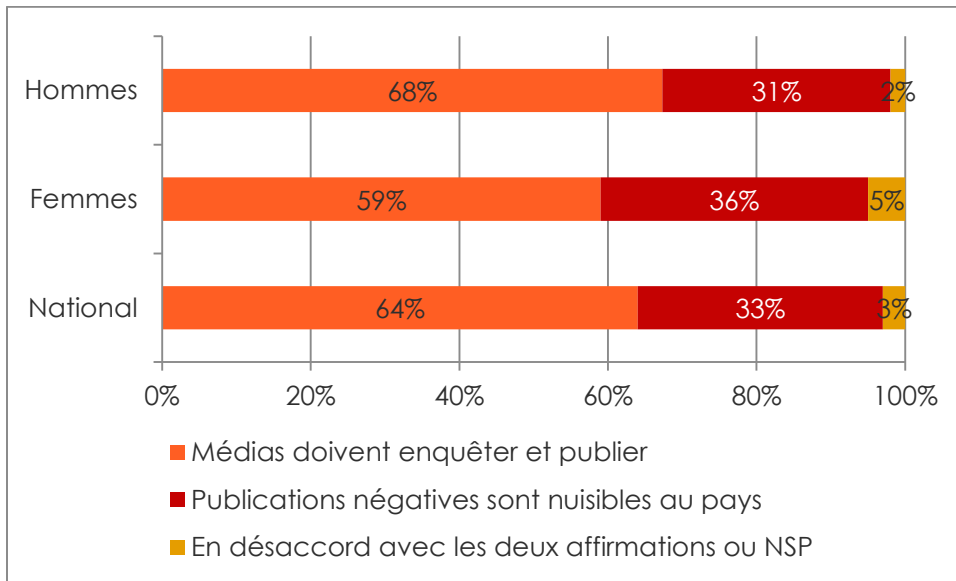
Affirmation 1: Les partis politiques créent la division et la confusion; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs en Côte d'Ivoire.

Affirmation 2: Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Ivoiriens aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

Bien que relativement faible, le pourcentage de personnes qui estime que les partis politiques créent la division et la confusion est à regarder de près. Cela devrait donner à améliorer nos pratiques démocratiques de sorte à ne pas donner la conviction à un sur cinq d'Ivoiriens que le multipartisme est une mauvaise issue.

L'enquête s'est également intéressée au rôle que devraient jouer les médias dans un régime démocratique. Pour 64% des interviewés, les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement (Figure 10). On note que plus d'hommes que de femmes soutiennent cet avis. Il faut aussi noter que le tiers des Ivoiriens reste réfractaire à cette vision des choses. Pour ces derniers, trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

Figure 10: Perceptions du rôle des médias



La question posée aux répondants: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Affirmation 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

4. Conclusion

Les statistiques de l'enquête Afrobaromètre révèlent que, au sortir d'une crise politico-militaire qui a connu son apogée avec la guerre civile de 2011, les Ivoiriens sont fortement attachés aux éléments fondamentaux de la démocratie et de la bonne gouvernance. Ils expriment leur profond attachement à la démocratie et au choix des dirigeants par des élections libres, et ils rejettent sans ambages des alternances non démocratiques. Ils expriment largement leurs faveurs non seulement pour un contrôle de l'exécutif par le jeu sain des contre-pouvoirs, mais également leur volonté de voir le respect de deux mandats successifs maximum pour le chef de l'exécutif. Afin que le jeu démocratique puisse se faire dans la transparence et la compétitivité, les Ivoiriens pensent, en grande majorité, que la compétition de plusieurs partis est le gage d'un bon choix des électeurs et que les médias devraient jouer pleinement leur rôle d'éveil de conscience face à la gestion du pouvoir d'état.

La situation difficile vécue par les Ivoiriens pendant presque 10 ans ne les a pas éloignés de leurs aspirations profondes. Le respect de leurs opinions sera le meilleur garant d'une démocratie apaisée et d'une bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques en Côte d'Ivoire.

Emmanuel Eso est enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny à Abidjan.
Email: docteuressoemmanuel@gmail.com.

Kaphalo Silwé est directeur exécutif du Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: segorbah7@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.